



PRESTATION D'ASSISTANCE POUR LA GESTION DOCUMENTAIRE POUR LE PROJET RJH

MARCHE CLASSIFIE SECRET N° 4000xxxxxx

ENTRE :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par **Monsieur David EMOND**, agissant en qualité de Directeur du projet RJH,

ci-après dénommé « **le CEA** » d'une part

ET :

La société **XXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, dont le siège social est situé au XXXX, représentée par **XXX**, agissant en qualité de XXX de site du XXX au sein XXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** » d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

Article 1. OBJET	3
Article 2. DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
Article 3. NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHE.....	3
Article 4. MODIFICATIONS PRÉVUES AU TITRE DE LA PRÉSENTE CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	4
Article 5. CONDITIONS D'EXECUTION	4
5.1 Conditions générales d'exécution	4
5.2. Conditions particulières d'exécution du marché	5
Article 6. NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHE	6
6.1. Notification des dispositions prévues au contrat (levée de la part optionnelle).....	6
6.2. Notification des dispositions non prévues au contrat.....	6
6.3. Etablissement du prix des modifications du marché	7
6.4. Remise de l'offre de prix au CEA.....	7
6.5. Avenant	7
Article 7. PRIX - CONDITIONS FINANCIERES	7
7.1. Contenu et caractère des prix	7
7.2. Montants du marché	8
7.3. Révision des prix	8
Article 8. CONDITIONS DE PAIEMENT	9
8.1. Termes de paiement : part ferme forfaitaire	9
8.2. Termes de paiement : part optionnelle	9
Article 9. CONDITIONS DE FACTURATION	9
9.1 Modalités de facturation.....	9
9.2. Régime fiscal.....	9
Article 10. DUREE.....	10
Article 11. PENALITÉS.....	10
Article 12. QUALITE / ENVIRONNEMENT / SECURITE.....	10
Article 13. REVERSIBILITE.....	10
Article 14. MARCHE CLASSIFIE Clause de protection du secret de la défense nationale	11
Article 15. CONFLIT D'INTERET.....	12
Article 16. MISE A DISPOSITION DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA.....	13
Article 17. MISE A DISPOSITION DE LOCAUX.....	13
17.1. Entrée dans les lieux et utilisation.....	13
17.2. Modalités financières	13
17.3. Assurance - responsabilité.....	13
17.4. Sortie et restitution	13
Article 18. MISE A DISPOSITION DE MOYENS INFORMATIQUES	14
Article 19. SOUS-TRAITANCE.....	14
Article 20. PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES ..	14
Article 21. JURIDICTION COMPETENTE.....	16
ANNEXE 1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL	17
ANNEXE 2 – DECOMPOSITION GENERALE DES PRIX	20

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	2/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :
Nom : Pauline FABRE OSTERROTH
Email : pauline.fabre@cea.fr
Tél : 04.13.58.06.32 / 06.11.78.86.38

Affaire suivie commercialement par :
Nom : Océane FAUCHER (CAPGEMINI)
Email : oceane.faucher@cea.fr
Tél : 04.65.04.85.04 / 06.37.41.40.35

Article 1. OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte la prestation d'assistance de gestion documentaire pour le compte du projet Réacteur Jules Horowitz (RJH) du CEA de Cadarache.

Article 2. DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché (et de ses annexes), lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B23-04589-OFA,
- le Cahier des Charges référencé TA-6641641 Ind. A,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache et celui du chantier RJH dans leurs versions en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- Le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée xxxxx en date du xx/23

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission, objet du marché ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Le Titulaire est tenu de signaler par écrit au C.E.A, avant toute exécution, toute erreur ou omission et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la parfaite exécution du marché.

Article 3. NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHE

La prestation, objet du Marché, sera réalisée conformément aux dispositions des documents précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le marché est structuré de la manière suivante :

- Part ferme et forfaitaire :
 - o Mission 1 : Gestion de l'ensemble de la documentation technique reçue ;
 - o Mission 2 : Gestion et traitement des courriers entrants ;
 - o Mission 3 : Gestion et maintien de la qualité des données ;
 - o Mission 4 : Traitement et vérification des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) ;
 - o Mission 5 : Gestion des fiches d'acceptation de document (FAD) ;
 - o Mission 6 : Gestion et traitement des bordereaux (BE) ;
 - o Mission 7 : Enregistrement des fiches descriptives de modification (FDM) et des accords pour modification de contrat (AMC) ;
 - o Mission 8 : Gestion des indicateurs des FDM approuvées ;
 - o Mission 9 : Soutien à la Gestion des évolutions.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	3/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- Part optionnelle :
 - o Option 1 : Renouvellement des missions de la part ferme et forfaitaire pour une durée de 12 mois ;
 - o Option 2 : Renouvellement des missions de la part ferme et forfaitaire pour une durée de 12 mois.
- Prestations complémentaires sur devis préalable :
 - o Les prestations supplémentaires sur devis préalable comprennent les modifications identifiées à l'article 4 infra.

Article 4. MODIFICATIONS PRÉVUES AU TITRE DE LA PRÉSENTE CLAUSE DE RÉEXAMEN

Nonobstant l'application de l'article 7 « Prix - Conditions financières » infra, il est prévu au marché une clause de réexamen conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, dans les conditions suivantes. Compte-tenu du caractère évolutif du périmètre du marché, les Parties prévoient ou anticipent d'ores et déjà la réévaluation possible, des bordereaux de prix dans les conditions prévues ci-après, complétées par les dispositions de l'article 7.2. du présent Marché.

Les éléments de prix de la part estimative sur devis préalable (BPC) permettront, en cours de réalisation du marché, de chiffrer les modifications susceptibles d'être demandées par le CEA.

Les modifications concernées par la présente clause de réexamen sont les suivantes :

Évolutions organisationnelles telles que par exemple, l'évolution du nombre de documents techniques/courriers entrants à traiter ou l'évolution du nombre de FAD, BE, FDM et/ou AMC à ingérer dans l'outil PLM à la hausse comme à la baisse, l'évolution du nombre de DOE à vérifier à la hausse comme à la baisse, l'évolution du nombre de numéro de référence à prendre et/ou à mettre à jour dans PLM et/ou la GED à la hausse comme à la baisse, la variation du nombre d'évolutions pour lesquelles sont mis à jour les liens aux documents techniques à la hausse comme à la baisse, à la suite de l'apparition de nouvelles contraintes techniques liées à une évolution des outils informatiques mis à disposition, ou à une augmentation significative de la charge à traiter dû à une accélération du projet RJH et le renforcement de l'équipe existante selon l'urgence pour réaliser les prestations.

Ajout de prestations additionnelles associées à l'exécution du marché telles que des missions complémentaires connexes relatives à la gestion des évolutions (gestion documentaire) ou à la configuration.

Article 5. CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 Conditions générales d'exécution

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour réaliser dans les règles de l'art, les prestations qui lui sont demandées et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui sont remises par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, étant précisé que toute prestation défectueuse sera reprise par ce dernier dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

5.1.1. Obligation de résultat

Les prestations objet du Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Le Titulaire du Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins, fonctionnalités, contraintes et exigences exprimées par le CEA dans les documents cités supra (cf. **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourrait prononcer, à tout moment, la résiliation du Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA).

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	4/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

5.1.2. Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

5.1.3. Confidentialité

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

5.1.4. Conflit d'intérêt

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

5.1.5. Lieu et horaires d'exécution de la prestation

La prestation sera exécutée sur le site du chantier RJH du centre CEA de Cadarache. Dans le cadre de l'organisation du Projet RJH, le télétravail est admis dans la limite de 2 jours maximum par semaine.

5.1.6. Traçabilité

L'ensemble des actions réalisées ou prévues par le Titulaire, à son initiative ou consécutivement à une demande du CEA doit faire l'objet d'un enregistrement précis permettant la traçabilité des opérations.

5.2. Conditions particulières d'exécution du marché

5.2.1. Livrables documentaires

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences des documents applicables précités à l'article 2, à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

Conformément à la spécification de management du RJH, tous les documents devront être acceptés par le CEA et seront la propriété du CEA, après leur acceptation. Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

Les délais de remise des livrables sont définis au cahier des charges précité.

5.2.2. Suivi et contrôle de la prestation – Réunions

Les modalités de suivi de la prestation sont définies au §4.1.3 du cahier des charges TA-6641641 Ind. A tel que :

- une réunion d'enclenchement, qui aura lieu au plus tard dix jours après la notification du marché, au cours de laquelle il sera vérifié que l'ensemble des conditions requises pour débiter la prestation sont effectivement remplies,

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	5/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- une réunion d'avancement hebdomadaire (1 heure maximum) : lors de cette réunion seront examinés le planning, la liste des actions à mener (quoi, qui, quand), les difficultés. Le compte rendu de réunion sera à la charge du Titulaire (sous 1 jour ouvrable) par email. Il sera constitué du planning commenté et d'un tableau de suivi des actions.
- une réunion mensuelle au cours de laquelle sera revu l'ensemble des livrables fournis dans un tableau à charge du Titulaire,
- une réunion de clôture.

5.2.3. Responsables techniques

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Affaire suivie techniquement par :

Pour le Titulaire :

Nom : Pauline FABRE OSTERROTH

Email : pauline.fabre@cea.fr

Tél : 04.13.58.06.32 / 06.11.78.86.38

Le CEA et le Titulaire pourront changer de responsable en cours de marché. Tout changement sera notifié à l'autre partie par simple courrier au plus tard sous 8 jours à compter de sa prise d'effet.

Article 6. NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHÉ

Les décisions notifiées au Titulaire, dans le cadre de l'exécution du Marché pourront être de 2 natures :

- La notification d'une disposition prévue au contrat (mise à disposition, transmission de données d'entrée, levée d'options),
- La notification d'une disposition non prévue au contrat (modification du contenu de la prestation ou des dispositions contractuelles, réalisation de prestations complémentaires sur devis préalables prévues à l'article 3).

6.1. Notification des dispositions prévues au contrat (levée de la part optionnelle)

Dans le cadre de sa mission de suivi de l'exécution du Marché, le CEA notifie au Titulaire l'ensemble des dispositions contractuelles prévues au contrat pour exécution par Ordre de service (OS). Ces derniers sont émis, instruit et validé par le CEA.

L'Ordre de Service (OS) est l'acte unilatéral écrit par lequel le CEA précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du Marché (mise à disposition, transmission de données d'entrée, franchissement de jalon...). Le Titulaire doit en accuser réception datée. Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au CEA dans un délai de 10 jours ouvrés.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, à l'exception d'une modification substantielle du Marché au sens de la jurisprudence administrative.

La levée des options est obligatoirement traduite par écrit au TITULAIRE sous la forme d'un OS, émis et notifié par le C.E.A.

La levée de l'option 1 interviendra à T0 + 36 mois.

La levée de l'option 2 interviendra à T0 + 48 mois.

La levée de chacune des options interviendra avec un préavis de 3 mois.

6.2. Notification des dispositions non prévues au contrat

6.2.1. Traitement des modifications et réalisation de prestations complémentaires sur devis préalables

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des dispositions non prévues au Marché. Il s'agit d'évolutions, en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différentes missions définies au Marché.

Les échanges entre le Titulaire et le CEA en matière d'évolutions sont formalisés par une Fiche Descriptive de Modification Titulaire (FDM). La FDM est le descriptif technique d'une évolution demandée par le Titulaire ou demandée au Titulaire par le CEA.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	6/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

La FDM n'est jamais « exécutoire ». L'exécution d'une FDM nécessite un Accord pour Modification de Contrat (AMC) signé par le Titulaire et le CEA.

A l'issue de l'instruction d'une FDM, et après convergence, un Accord pour Modification de Contrat (AMC) est notifié au Titulaire par le CEA qui entérine l'accord des parties.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et / ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu à commencement d'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu l'AMC correspondant signé du CEA.

6.3. Etablissement du prix des modifications du marché

Le coût des modifications sera arrêté par application des prix unitaires figurant dans les décompositions de prix en annexes du Marché. A défaut de prix unitaires adaptés, le coût de la modification sera établi sur devis détaillé soumis à l'approbation du CEA, à partir de prix élémentaires figurant dans les sous-détails de prix remis par le Titulaire et joints au Marché.

Si dans le cadre d'une modification demandée au Titulaire, ce dernier ne peut que sous-traiter à un tiers, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse la motivation de son choix.

Le prix est alors déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxes de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

Les prix des modifications seront établis aux conditions économiques du Marché.

6.4. Remise de l'offre de prix au CEA

Le Titulaire dispose de 10 (dix) jours ouvrés pour remettre sa proposition de prix au CEA à partir de la date à laquelle le besoin lui a été signifié par le CEA.

Si le Titulaire n'a pas fait connaître sa proposition à l'expiration de ce délai ou si le Titulaire et le CEA ne sont pas parvenus à un accord sur les prix proposés, les modifications du marché sont notifiées au Titulaire au moyen d'un AMC à prix provisoires, exécutoire sur la base de prix provisoires arrêtés par le CEA.

Le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans un délai de 15 (quinze) jours ouvrés suivant la notification par AMC des modifications du marché, il n'a pas présenté d'observation au CEA avec toutes les justifications utiles.

Lorsque le CEA et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'une révision de l'AMC pour correction du prix.

6.5. Avenant

Le CEA notifiera au plus tard dans un délai de 12 mois, par voie d'avenant au présent marché, le ou les AMC acceptés au cours de la période écoulée (hors prestations complémentaires sur devis préalables).

Article 7. PRIX - CONDITIONS FINANCIERES

7.1. Contenu et caractère des prix

Les prix forfaitaires sont réputés comprendre l'ensemble des charges et dépenses de toutes natures nécessaires à la parfaite réalisation du Marché.

En conséquence, et quels que soient les aléas du TITULAIRE, raisonnablement prévisibles ou dont la nature ne permettait pas leur prise en compte à la date de signature du Contrat, le CEA n'a rien à payer en sus de l'application de l'article 7.2 ci-dessous.

Les prix sont révisables et établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre xx/2023.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	7/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

7.2. Montants du marché

7.2.1. Part ferme

Le montant total des prestations fermes visées à l'article 3 du Marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de : € H.T.

- Mission 1 : Gestion de l'ensemble de la documentation technique reçue : XXX € HT ;
- Mission 2 : Gestion et traitement des courriers entrants : XXX € HT ;
- Mission 3 : Gestion et maintien de la qualité des données : XXX € HT ;
- Mission 4 : Traitement et vérification des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) : XXX € HT ;
- Mission 5 : Gestion des fiches d'acceptation de document (FAD) : XXX € HT ;
- Mission 6 : Gestion et traitement des bordereaux (BE) : XXX € HT ;
- Mission 7 : Enregistrement des fiches descriptives de modification (FDM) et des accords pour modification de contrat (AMC) : XXX € HT ;
- Mission 8 : Gestion des indicateurs des FDM approuvées : XXX € HT ;
- Mission 9 : Soutien à la Gestion des évolutions: XXX € HT.

Le management technique de l'affaire, les frais de déplacement et l'encadrement de l'équipe font partie intégrante des prix forfaitaires de la prestation indiqués ci-dessus.

7.2.2. Part optionnelle

Le montant total des prestations de la part optionnelle visée à l'article 3 du Marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de : € H.T.

- Option 1 : Renouvellement des missions de la part ferme et forfaitaire pour une durée de 12 mois : XXX € HT ;
- Option 2 : Renouvellement des missions de la part ferme et forfaitaire pour une durée de 12 mois : XXX € HT.

Le management technique de l'affaire, les frais de déplacement et l'encadrement de l'équipe font partie intégrante du prix forfaitaire de la prestation indiqués ci-dessus.

7.2.3. Prestations complémentaires sur devis préalables

Le montant total de la part estimative sur devis préalables s'élève à la somme estimative plafond de **XXXXXX** €HT. Ce montant est plafonné à 5 % du montant total du marché.

7.3. Révision des prix

Tous les prix indiqués à l'article 7.2 sont établis sur la base des conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre (xx/2023). Ils sont fermes pendant les 12 mois qui suivent la date de la réunion d'enclenchement, considérée comme le T0 du présent marché, et sont révisables à compter de la deuxième année d'exécution.

Au-delà, chaque terme de paiement sera révisé par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[0,20 + \left(0,15 \times \frac{FSD2_1}{FSD2_0} + 0,65 \times \frac{ICTH - IME_1}{ICTH - IME_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P_0 = Prix du marché sur la base des conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre (xx/2023),

P = Prix révisé,

$FSD1_0$ = Valeur de l'index « FSD2 » (frais et services divers) publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment pour le mois et l'année de remise de l'offre (xx/2023),

$FSD1_1$ = Valeur de l'index « FSD2 » (frais et services divers) publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment connu au mois de facturation du terme considéré,

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	8/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ICHTME₀ = Valeur de l'indice mensuel du Coût Horaire du Travail révisé pour les Industries mécaniques et électriques, publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment pour le mois et l'année de remise de l'offre (xx/2023),

ICHT-ME₁ = Valeur de l'indice mensuel du Coût Horaire du Travail révisé pour les Industries mécaniques et électriques publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment connu au mois de facturation du terme considéré,

Dans l'hypothèse où l'index utilisé serait supprimé, il serait remplacé par un indice équivalent déterminé par le CEA.

Chaque révision de termes de paiement sera intégrée dans une facture annuelle spécifique qui précisera pour chaque terme : le prix initial du terme de facturation, les valeurs des indices et index d'origine, le prix révisé et les indices et index appliqués. Ces factures de révision de prix seront soumises à l'acceptation du CEA.

Article 8. CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de chaque part sera facturé par le Titulaire après acceptation de l'ensemble des livrables et/prestations par le CEA comme suit :

8.1. Termes de paiement : part ferme forfaitaire

La facturation du montant annuel de la part ferme du présent marché est réalisée de façon mensuelle, à terme échu, soit 1/12^{ème} du montant de la part ferme, sur la base de l'avancement physique des livrables acceptés par le CEA.

8.2. Termes de paiement : part optionnelle

La facturation du montant de l'option 1 du présent marché est réalisée de façon mensuelle, à terme échu, soit 1/12^{ème} du montant de l'option 1, sur la base de l'avancement physique des livrables acceptés par le CEA.

La facturation du montant de l'option 2 du présent marché est réalisée de façon mensuelle, à terme échu, soit 1/12^{ème} du montant de l'option 2, sur la base de l'avancement physique des livrables acceptés par le CEA.

Article 9. CONDITIONS DE FACTURATION

9.1 Modalités de facturation

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent marché devront porter la référence de ce dernier.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET du CEA (siège) :** 77568501900587
- **Le code service :** CAD-C
- **Le numéro d'engagement CEA :** (exemple : 4000xxxx).

Pour tout renseignement :

- mail générique : RELANCES@cea.fr,

- ligne dédiée : 01 69 08 47 50

- difficultés techniques dans CHORUS : CONTACT_DEMAT@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

9.2. Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	9/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Article 10. DUREE

Les prestations du présent marché s'entendent pour une durée de 36 mois fermes à compter du T0 (date d'enclenchement du Marché).

Le marché peut être prolongé une première fois pour une durée de 12 mois, par voie de levée d'option, portant la durée du marché à 48 mois.

A l'issue de cette première levée d'option, le marché peut de nouveau être prolongé pour une durée de 12 mois, soit 60 mois maximum.

Article 11. PENALITÉS

En application de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA, en cas de non-respect des délais contractuels de réalisation des prestations du présent marché citées au cahier des charges, le Titulaire sera passible des pénalités suivantes :

11.1. En cas de non-respect des dates/fréquences de remise des livrables, indiqués dans le §3.1.12 du cahier des charges visé à l'article 2 supra, une pénalité d'un montant forfaitaire fixé à la somme de 200 € pourra être appliquée de plein droit au Titulaire par jour calendaire de retard et par document.

11.2. En cas de non-respect des délais de remise des documents, indiqués dans le §3.1.14 du cahier des charges visé à l'article 2 supra, une pénalité d'un montant forfaitaire fixé à la somme de 100 € pourra être appliquée de plein droit au Titulaire par jour calendaire de retard et par document.

Ces pénalités seront cumulatives et non libératoires pour le Titulaire, cependant elles n'excéderont pas 10% de la somme globale du présent marché.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA.

Article 12. QUALITE / ENVIRONNEMENT / SECURITE

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

Article 13. REVERSIBILITE

A l'échéance du présent marché ou à défaut s'il y avait résiliation anticipée du marché, le CEA ou un tiers mandaté par lui doit pouvoir reprendre sans difficulté l'exploitation et la gestion des domaines concernés par la prestation. A ce titre, le Titulaire garantit au CEA que tous les moyens seront mis en œuvre pour assurer la réversibilité de la prestation.

Le Titulaire conserve l'entière responsabilité de ses actions jusqu'à la fin du marché.

La réversibilité doit débuter le premier jour ouvré de la période de 2 mois précédent la fin du marché (qu'il s'agisse d'une fin de marché normale ou anticipée).

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	10/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Pendant cette phase de 2 mois, le Titulaire assure, sous le contrôle du CEA, la passation des connaissances à son successeur (acceptation documentaire, réunions, suivi des réserves, etc.)

Afin d'être en mesure de garantir cette réversibilité, le Titulaire devra s'être préparé dès le début de la phase opérationnelle et tout au long de la période d'exécution du marché au déroulement de cette phase de réversibilité et ce dans le respect des procédures et du plan de management de la qualité. Il aura pris soin de mettre à jour et d'enrichir en permanence l'ensemble des documents nécessaires et s'interdira de mettre en œuvre des solutions "non transférables" pendant toute la durée d'exécution du marché sans l'accord formel du CEA.

Lors de la mise en œuvre de la réversibilité, le Titulaire devra remettre au responsable CEA du marché l'ensemble des documents à jour (format électronique et papier).

Le titulaire sortant émettra un compte rendu soumis à l'acceptation du CEA justifiant de la transmission des informations au titulaire entrant. Ce compte rendu comportera le planning de formation du titulaire entrant.

Article 14. MARCHE CLASSIFIE Clause de protection du secret de la défense nationale

1. Le Marché est un marché classifié de niveau Secret au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS). Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- le code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- l'arrêté du 12 avril 2022 portant approbation de l'instruction ministérielle n°2300 (IM 2300) relative à la protection du secret de la défense nationale au sein des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et de la mer.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités au niveau requis par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement de leurs habilitations.

4. Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes estivales, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	11/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

5. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

6. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « Diffusion Restreinte » et ne peuvent être divulgués à des personnes n'ayant pas le besoin d'en connaître dans l'exercice de leur fonction. Dès lors, ils ne peuvent être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.

7. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fils » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500€ HT/jour de retard.

9. Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions du code pénal.

Article 15. CONFLIT D'INTERET

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du présent marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du présent marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	12/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

Article 16. MISE A DISPOSITION DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA

Dans le cadre des prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes-sources, codes-objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des fichiers ou programmes mis à disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer tout ou partie de ces données qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire devra restituer sans délai les fichiers ou programmes au CEA.

Article 17. MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

17.1. Entrée dans les lieux et utilisation

Aux fins d'exécution des prestations objet du présent marché, le CEA met à disposition du Titulaire des locaux dans le périmètre de l'installation concernée par le marché, dont le détail sera défini lors de la réunion de lancement des exécutions.

Le Titulaire s'engage à entretenir les lieux en bon état et à faire réparer à ses frais toutes dégradations provenant de son fait. Le Titulaire ne pourra apporter aucune modification à l'état des lieux, sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Cette mise à disposition ne pourra en aucune manière être considérée comme un bail commercial susceptible d'ouvrir droit au renouvellement dans les termes des articles L 145-1 à L 145-60 du Code de Commerce.

Les pièces mises à la disposition du Titulaire sont placées sous la responsabilité de la direction de projet RJH qui exerce son autorité pour effectuer les actes relatifs à la réglementation en vigueur (contrôles réglementaires périodiques des installations électriques, formation générale à la sécurité, exercices de sécurité PUI, PPI, etc...).

La planification de ces actions est transmise aux occupants des lieux afin de leur permettre de s'organiser en conséquence.

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre précaire et révocable sous préavis de quinze jours ouvrables.

17.2. Modalités financières

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre gracieux.

Les frais résultant de l'installation du Titulaire dans les pièces mises à sa disposition sont à sa charge.

17.3. Assurance - responsabilité

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir, d'une manière suffisante, les responsabilités qu'il pourrait encourir du fait ou à l'occasion de son installation dans les lieux mis à sa disposition et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place.

Le CEA n'assurera aucune obligation en ce qui concerne le gardiennage des lieux mis à la disposition du Titulaire et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place. En conséquence, le Titulaire devra souscrire une assurance multirisques bureaux couvrant les lieux et leur contenu, stipulant une renonciation à recours contre le CEA en cas de sinistre.

17.4. Sortie et restitution

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la restitution des pièces.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	13/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

L'occupation des lieux par le Titulaire prend obligatoirement fin à l'issue du présent marché, le Titulaire s'engageant à rendre ces lieux libres de toute occupation. A ce titre, le Titulaire s'engage à quitter les lieux dans les 5 jours ouvrés après la date de fin du présent marché, sous peine d'une astreinte comminatoire de 300 euros par jour de retard, laquelle sera acquise au CEA au fur et à mesure, à titre de clause pénale.

Le Titulaire s'engage à rendre les lieux dans l'état où il les a pris, sans pouvoir réclamer au CEA des indemnités pour les améliorations qu'il y aurait éventuellement apportées.

Article 18. MISE A DISPOSITION DE MOYENS INFORMATIQUES

Pour les prestations réalisées sur site du RJH, le CEA met à disposition du Titulaire des postes de travail équipés d'office 2010, d'acrobate reader XI et d'un éditeur PDF.

Pour assurer sa mission, le Titulaire aura à disposition :

- le PLM du projet,
- une base courrier configurée permettant le traitement et l'enregistrement de tous les documents et courriers entrants et sortants, en lien avec le PLM,
- une base documents techniques configurée qui permet la gestion de l'intégralité des documents produits au sein du Projet RJH, en lien avec le PLM,
- tout autre base de données à utiliser dans le cadre des prestations confiées (base Evolution, notamment),
- les outils permettant de transmettre ou de recevoir les fichiers volumineux,
- les outils permettant de crypter certains types de documents.

Le matériel informatique muni des logiciels bureautiques compatibles avec les outils utilisés dans la prestation sera fourni et configuré par le CEA.

La formation aux outils de management de projet RJH (en particulier progiciel PLM ou équivalent) est dispensée par le projet RJH.

La définition de la structuration du nœud RJH sous PLM reste à la charge du CEA.

Les modèles de documents gérés dans le cadre de la prestation sont aussi fournis par le projet, exploitables avec les outils mis à disposition.

Article 19. SOUS-TRAITANCE

Outre les dispositions de l'article 7 des CGA qui sont applicables, il est précisé que :

- Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.
- Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du Marché relatives aux prestations sous-traitées.
- La sous-traitance totale est interdite.
- Tout sous-traitant ou tiers amené à intervenir sur site du RJH à la demande du TITULAIRE devra présenter ses taux de fréquence (Tf) et de gravité en matière de sécurité pour le code risque retenu au regard de la prestation sous-traitée.

Si le Tf est compris entre 1 et 10 : une justification du Tf devra être présentée au C.E.A et acceptée par ce dernier.

Si le Tf est supérieur à 10 : un plan d'action de la société intervenante devra être présenté au C.E.A et accepté par ce dernier avant toute intervention.

Article 20. PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du Marché n'ont pas vocation à être publics.

Le TITULAIRE s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du C.E.A, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le TITULAIRE doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au Marché.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	14/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Gestion des informations du C.E.A

L'exécution du Marché peut conduire le TITULAIRE à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense ¹, relèvent au C.E.A de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

- DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

- DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

En application, le C.E.A a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le C.E.A, le TITULAIRE peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

- Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, C.E.A, TITULAIRE, co-traitant et sous-traitant.

(*) Accès par mot de passe

Systeme d'information

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom		
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Dans le cas où des informations du C.E.A doivent être traitées sur le système d'information du TITULAIRE, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	15/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du TITULAIRE. Le cas échéant, le C.E.A indiquera au TITULAIRE les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le TITULAIRE s'engage à restituer au C.E.A, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le C.E.A ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Article 21. JURIDICION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au Marché, est de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.



Fait à Cadarache, en 2 exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Date : Signature :
Pour le Titulaire :	Date : Signature :

ANNEXE 1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	17/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	18/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	19/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 2 – DECOMPOSITION GENERALE DES PRIX

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-04589-OFA	4000XXXX	20/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.